



Budget fédéral 2017

Daniel Senesael décode la déclaration
du 1^{er} Ministre sur le budget



Un projet, une vision?
On en est loin!

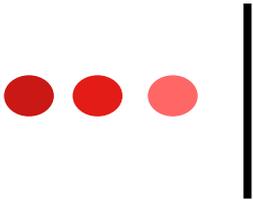




Déclaration Michel

Nous agissons pour produire des effets. Nous ne nous contentons pas de gérer le pays à la petite semaine, d'aligner des budgets copier-coller les uns après les autres. Nous inscrivons notre action dans une vision clairvoyante de l'avenir. Cet avenir que nous voulons rendre meilleur pour nos concitoyens. Décrocher un job, éduquer ses enfants, étudier, se soigner et se sentir protégé par l'autorité de l'Etat.





On en est loin ! Ce budget qui porte la marque de la N-VA fait **payer les plus faibles** et détricote la sécurité sociale qui garantit la solidarité entre tous les Belges.

Ambition de retour à l'équilibre pour 2018 mais pour 2017 déficit toujours à 1,1%

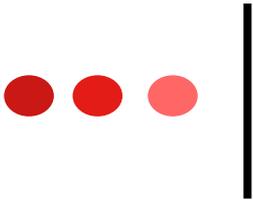
-> Pour 2018, il faudra trouver 4,5 milliards supplémentaires ! Sans compter que le « Tax Shift » coûtera 1,5 milliards de plus que prévu.





Un gouvernement contre le pouvoir d'achat





Déclaration Michel

Nous avons fait des choix importants et cohérents :

Pas de taxe sur la consommation : ni TVA ni accises;

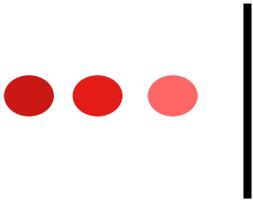
Aucune taxe sur les travailleurs :

Pas de restrictions des allocations de chômage ;

Aucune modification du mécanisme de l'indexation.

Nous poursuivrons ainsi notre soutien pour le pouvoir d'achat et la baisse des charges sur le travail.





Cela a été fait précédemment !!!

le saut d'index ;

les taxes sur la consommation ;

l'augmentation de la TVA sur l'électricité et des accises sur le diesel.

-> Autant de mesures prises par ce gouvernement et qui nuisent au pouvoir d'achat





Un gouvernement contre les jeunes

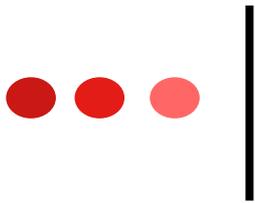




Déclaration Michel

Le taux de chômage est au plus bas depuis un quart de siècle. Cependant, malgré 70.000 emplois supplémentaires, le taux d'emploi stagne. Il ne progresse pas suffisamment parce que beaucoup de jeunes font leur entrée sur le marché du travail. C'est pour cette raison que nous relançons les starters jobs : afin d'encourager l'emploi des jeunes.





- **Diminution du salaire minimum interprofessionnel pour les jeunes de moins de 21 ans ;**
 - > Par exemple, un jeune de 18 ans, gagnera 18% en moins qu'un jeune de 21 ans
- **Augmentation de 6 mois à 1 an de la durée pendant laquelle les jeunes qui débutent leur vie professionnelle doivent travailler avant d'être aidés par la sécurité sociale.**
 - > Alors que les mini-jobs, les emplois précaires et les intérimaires se multiplient, les jeunes perdent leur protection pendant plusieurs mois.





Un gouvernement contre les pensionnés

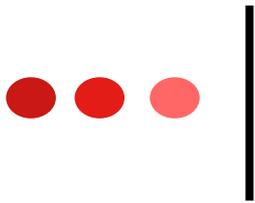




Déclaration Michel

Les réformes de notre système de pension permettent une économie globale de 1,5 milliard € à l'horizon 2020. Nous garantissons ainsi, aux générations futures, le paiement de leurs pensions. Parce qu'elles visent essentiellement à prolonger les carrières, les mesures prises préservent le pouvoir d'achat des pensionnés.





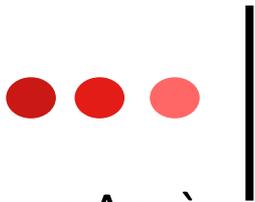
- L'enveloppe bien-être fond comme neige au soleil avec une **économie de 161 millions chaque année ;**
- **Augmentation des cotisations patronales sur les prépensions**
 - + chères pour les entreprises qui licencieront plutôt que d'accorder une prépension ;
 - Employeurs vont préférer licencier plutôt que de prépensionner
- **Attaques contre les futurs pensionnés :**
 - Augmentation de l'âge de mise à la pension du personnel roulant de la SNCB et des militaires ;
 - Réforme des périodes assimilées dans le régime des travailleurs salariés ;
 - Suppression des tantièmes préférentiels.





Un gouvernement contre les travailleurs





- Après avoir imposé un saut d'index et une modération salariale en 2015 et 2016, **suppression de toute possibilité d'augmenter les salaires des travailleurs dans les années à venir** par la modification de la loi de 1996 relative à la promotion de l'emploi ;
- Accroissement de la flexibilité au travail qui **ne bénéficiera qu'aux employeurs** ;
 - Par la loi Peeters, l'employeur pourra forcer le travailleur à prêter 45 heures par semaine sans qu'un sursalaire ne soit payé.
- Pas de surprimes dans l'e-commerce pour les travailleurs de nuit.
- Formation: suppression de 1.9% de la masse salariale
remplacement 5 jours de formation par ETP sans mécanisme de sanction





Un gouvernement contre la concertation sociale





Déclaration Michel

Dans les prochains jours, je rencontrerai les partenaires sociaux afin d'expliquer nos décisions et de donner toutes ses chances à la concertation et à la paix sociale.





Seules les revendications patronales sont rencontrées :

- Le travail de nuit dans l'e-commerce est imposé par la loi dans tous les secteurs ;
- Le salaire minimum pour les jeunes est abaissé par la loi ;
- La flexibilité est imposée par la loi ;
- Les efforts de formation des entreprises sont réduits à trois fois rien ;
- Les heures supplémentaires donnent droit à moins de sursalaire et moins de repos compensatoire ;
- ...

La concertation sociale mais aussi les syndicats sont mis hors-jeu !





Un gouvernement contre les patients





Déclaration Michel

La santé est un bien précieux. Notre système de santé se situe parmi les meilleurs du monde. Et nous voulons garantir l'accès pour tous à des soins de santé de qualité.





Parmi les mesures qui renflouent la tirelire du fédéral :

- 3,6 milliards d'économies en tout sur les soins de santé à l'horizon 2019, dont **902 millions sur un effort total de 3 milliards d'euros** lors de ce conclave ;
- Limitation de la croissance du budget pour 2017 à 0,5%
 - > une norme de croissance aussi limitée **ne permettra pas de dégager de marge pour investir dans l'avenir et conduire une politique de santé offrant des réponses innovantes aux nouveaux besoins** de la population ;
- Révision de l'indexation des honoraires des prestataires de soins
 - > Risque que de plus en plus de médecins ne respectent plus l'accord sur la libre tarification et pratiquent alors des honoraires libres et plus élevés ;
- Budget des maisons médicales gelé;
- Economies de 92 millions d'euros dans le budget consacré aux hôpitaux

Projet de budget 2017 rejeté par le Conseil général de l'Inami





Une mesure va directement toucher le patient :

- **Augmentation du ticket modérateur pour les antibiotiques** : le **prix va en moyenne doubler voire quadrupler** pour les plus fragiles relevant du statut BIM (les minimexés, les invalides et certains chômeurs ou pensionnés à faibles revenus.

-> Objectif ? Lutter contre une surconsommation qui facilite la résistance. Pourtant, **dans aucun pays l'augmentation du prix payé par le patient a abouti à une diminution du mauvais usage** des antibiotiques. Comme si c'étaient les gens qui décidaient de leur plein gré de prendre des antibiotiques!

-> Mesure injuste surtout quand on sait qu'un Wallon sur cinq reporte déjà ses dépenses de santé, faute de moyens ! Qui ne permet que de gagner 14.8 millions sur les 902 millions annoncés.

-> Le gouvernement s'attaque au portefeuille des patients en préservant celui des firmes pharmaceutiques





Ces mesures s'ajoutent à celles déjà prises qui pénalisent aussi le patient :

- hausse de 45% du coût de la consultation chez certains médecins spécialistes (ORL, gynécos, urologues...);
- diminution de la durée de séjour en maternité ;
- report du tiers-payant pour les patients bénéficiaires de l'intervention majorée (qui doit permettre à ces patients de ne pas avancer l'argent de la consultation chez le médecin) ;
- ...

On annonçait « *des économies non pas à la hache, mais au scalpel fin* ». Force est de constater que le scalpel n'a pas été si indolore que cela ! Au final, ce sont les patients qui trinquent, ce qui contribuera davantage encore à l'instauration d'une médecine à deux vitesses.





Un gouvernement contre les femmes





- **L'augmentation du coût des médicaments à charge du patient revient à pénaliser les plus démunis.** Avec une telle mesure, les soins de santé coûteront plus cher soit en moyenne près de **9% en plus dans le budget annuel des familles**. Or, une **famille monoparentale sur trois vit sous le seuil de pauvreté et 83 % d'entre elles ont à leur tête une femme** ;
- **Le ticket modérateur augmenté pour les spécialistes, dont le gynécologue.** Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à reporter leurs soins soit 21% contre 10% pour les hommes. Pour les familles monoparentales, la proportion monte jusqu'à 30% ;
- La **réduction du séjour en maternité** sans en contrepartie plus de moyens pour les soins postnatals
- Enfin, pour davantage responsabiliser l'employeur, **le gouvernement préconise de lui faire porter 10% de l'indemnité de mutuelle en cas d'écartement des salariées enceintes.** Une telle mesure ne fera que pénaliser les jeunes femmes sur le marché du travail qui n'auront que plus de mal à se faire engager.





Un gouvernement pour le capital





- augmentation du précompte mobilier : ambition d'obtenir 385 millions soit 12% de l'effort total.

Par contre :

- Suppression de la taxe sur la spéculation ;
- Rien sur les plus-values : le gouvernement prévoit simplement d'en discuter... dans le cadre de la réforme sur l'impôt des sociétés => Si taxation des plus-values il y a, et rien n'est moins sûr, ce ne sera pas pour diminuer le fardeau des ménages mais... pour baisser les impôts des sociétés !

👋 Contrepartie CD&V – indemnisation ARCO

-> Alors que les épaules les plus larges devraient porter la plus grande partie des efforts c'est l'inverse qui se passe. Le gouvernement Michel fait porter **70% de l'effort budgétaire sur la sécurité sociale et la fonction publique.**





Conclusion





Déclaration Michel

« Vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. Il s'agit de protéger les droits humains fondamentaux, le droit de vivre dans la dignité. Libre et décemment ». Ce sont les mots de Nelson Mandela. C'est aussi le sens de notre action. Parce que le progrès économique, la création d'emplois et la justice sociale sont intimement liés à nos yeux.





A l'heure ou Caterpillar annonce la fermeture de son site de Charleroi et le licenciement de 2.200 personnes ;

A l'heure ou ING annonce la suppression de plus de 3.000 emplois dont 1.700 licenciements secs ; A l'heure des annonces d'AXA, IBM et d'autres encore ;

A l'heure où les travailleurs ont peur pour leur avenir et se demandent s'ils ne sont pas les prochaines victimes d'un licenciement boursier...

Dire que tout va bien, que la situation de la Belgique s'améliore, que de nombreux emplois ont été créés... c'est une véritable gifle à ces travailleurs !!!

